

Numérique : les divergences entre les programmes de Macron et de Le Pen

Soutien aux entreprises, financement de l'innovation, souveraineté technologique, Gafam, cybersécurité... Maddyness a passé au crible les propositions pour le numérique des deux finalistes de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Temps de lecture : minute

21 avril 2022

VivaTech 2017. Fraîchement élu président de la République, Emmanuel Macron rend hommage à la France " *hyper-innovante* ". À l'adresse des nombreux étrangers présents, le nouveau chef de l'État lâche en anglais : " *I want France to be a startup nation.* " L'expression est restée, et Emmanuel Macron a réitéré ses propos auprès de Maddyness en juin 2021.

À quelques jours du second tour de la présidentielle, l'écosystème French Tech est sur le qui-vive. Nombre de ses membres ont pris position en faveur de la réélection d'Emmanuel Macron, notamment au sein d'une tribune rédigée par des entrepreneurs et investisseurs, parue dans Les Échos. Et pour cause : face au président sortant, Marine Le Pen prône une souveraineté technologique et un contrôle extrêmement strict des investissements étrangers en France, au moment où Business France vient de relever que les investissements étrangers avaient atteint des records. De son côté, Emmanuel Macron articule son programme autour de deux grandes idées : la poursuite d'un soutien massif de l'État à l'innovation, d'abord ; la volonté de proposer un " numérique pour tous ", ensuite.

Même s'il reste des efforts à faire en matière de diversité et de mixité, l'écosystème entrepreneurial français se porte bien : les startups françaises ont connu une forte croissance ces dernières années et attirent de plus en plus d'investisseurs. En janvier 2022, la French Tech a même enregistré avec Exotec sa 25e licorne, soit la 25e entreprise de la tech valorisée à plus d'un milliard de dollars. Une prouesse, mais surtout une victoire pour Emmanuel Macron qui avait, dès 2019, affiché le cap de 2025 pour atteindre les 25 licornes en France. " *On nous disait que c'était impossible et que la startup nation, comme beaucoup ont dit, c'était du vent. Mais collectivement, nous y sommes arrivés, et avec trois ans d'avance* ", s'enthousiasmait au début de l'année le chef de l'État, dans une vidéo partagée sur Twitter. Maddyness fait le point sur les programmes respectifs.

Concernant la fracture numérique

Emmanuel Macron (La République en marche)

- Achever la couverture numérique du territoire par la fibre d'ici à 2025.
- Renforcer les téléconsultations pour lutter contre les déserts médicaux. Emmanuel Macron surfe, ici, sur la vague de la télémédecine, une pratique qui s'est très largement répandue lors de la crise du Covid-19. Pour les patients atteints de maladie chronique, il envisage " *un accompagnement personnalisé et connecté* ", en prenant l'exemple de la télésurveillance de la glycémie.

Marine Le Pen (Rassemblement national)

- Réduire la fracture numérique. Comme le président sortant, Marine Le Pen promet la disparition des zones blanches, non connectées.

En matière d'indépendance technologique

Marine Le Pen

- Mettre en place un fonds souverain français à l'automne 2022, pour favoriser l'émergence et le développement d'acteurs français du numérique. Placé sous l'égide de la Caisse des dépôts, il visera à " *mettre l'épargne des Français au service de l'économie productive, la rémunérer et proposer aux Français qui se souhaitent de devenir actionnaires de la Maison France* ".

- Recourir à des fournisseurs français " *pour la commande publique dans les domaines militaires et de sécurité nationale, et pour le reste de la commande publique, une priorité accordée à des fournisseurs européens* ". Cela concernera les matériels informatiques, de télécommunication, les logiciels et les services, notamment d'hébergement en nuage (cloud).

- Contrôler les investissements étrangers en France. Dans son livret consacré au numérique, la candidate RN s'engage à imposer le contrôle strict " *avec faculté d'interdiction pour des intérêts étrangers ou non européens de racheter des entreprises françaises de pointe du secteur du numérique stratégique, dans l'esprit du décret Montebourg* ".

- Mettre en place une fiscalité " *juste* ", au niveau de l'Union européenne ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour " *mettre un terme au scandale du paiement de montants dérisoires d'impôts en France d'entreprises étrangères qui y ont pourtant des activités et y réalisent des profits* ".

- Rendre obligatoire l'hébergement des données des Français, entreprises françaises et services publics en France ou dans l'Union européenne, par des opérateurs français ou européens.

Emmanuel Macron

- Investir pour ne plus dépendre des entreprises américaines ou chinoises. Le candidat LREM propose un plan d'investissement de 30 milliards d'euros dans " *les secteurs d'avenir* ", parmi lesquels il cite les semi-conducteurs, le quantique, le cloud ainsi que l'intelligence artificielle, afin de ne plus dépendre d'autres pays comme les États-Unis ou la Chine, et ainsi " *assurer l'autonomie technologique* " de l'Europe.



À lire aussi

France 2030 : l'Etat placera 6,5 milliards en fonds propres

Concernant les Gafam et Big Tech

Marine Le Pen

- Imposer aux entreprises étrangères du numérique exerçant dans le pays " *une ouverture de capital* ", voire " *une cession partielle de leurs activités* " dans le cas où une société ne respecterait pas les normes françaises.

- Leur faire payer des impôts correspondant à l'activité qu'elles y ont et

aux profits qu'elles y font, notamment en ce qui concerne les cryptoactifs qui doivent être placés sous le régime commun des marchés financiers.

- Mettre un terme à toutes leurs pratiques anticoncurrentielles.

- Accorder le statut de salariés aux chauffeurs et livreurs des plateformes numériques, " *la situation actuelle créant une injustice sociale et économique pour les prestataires employés en détournant le statut d'auto-entrepreneur* ", s'inquiète Marine Le Pen.

- Obliger les Gafam à " *collaborer avec les services de police* ", dans le cadre d'enquêtes ayant trait au harcèlement en ligne, à la diffamation, à la contrefaçon et à tout crime ou délit.

Emmanuel Macron

- Envisager un démantèlement des Gafam. " *Il ne faut pas exclure un démantèlement [des grandes entreprises technologiques], si cela se révélait nécessaire*, a déclaré Emmanuel Macron, dans l'entretien-fleuve qu'il a accordé au Point. *Il y a des précédents. Theodore Roosevelt, il y a un peu plus d'un siècle, a renforcé la législation antitrust et poursuivi la Standard Oil, ce qui a mené à son éclatement.* "



À lire aussi

Pour vraiment taxer les entreprises multinationales, une réforme suffit-elle ?

Article écrit par Segolene Forgar